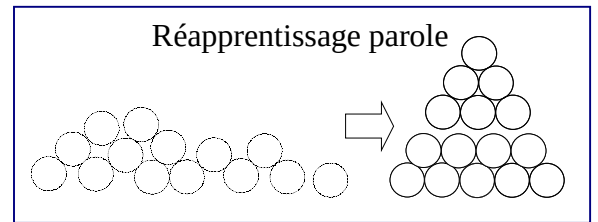




:



Discours - 220109

Je les inclus car certains discours peuvent éventuellement être réutilisés par des personnes qui veulent se rééduquer.

1. Discours du Général de Gaulle prononcé à la radio de Londres le 18 juin 1940.

Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement. Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat.

Certes, nous avons été, nous sommes, submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi.

Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer. Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non !

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.

Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des Etats-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres.

2. « I have a dream » speech

Martin-Luther King, 1963

Let us not wallow in the valley of despair. I say to you today, my friends, so even though we face the difficulties of today and tomorrow. I still have a dream. It is a dream deeply rooted in the American dream.

I have a dream that one day this nation will rise up... live out the true meaning of its creed. We hold these truths to be self-evident that all men are created equal.

I have a dream that one day on the red hills of Georgia the sons of former slaves and the sons of former slave owners will be able to sit down together at the table of brotherhood.

I have a dream that one day even the state of Mississippi, a state sweltering with the heat of injustice, sweltering with the heat of oppression will be transformed into an oasis of freedom and justice.

I have a dream that my four little children will one day live in a nation where they will not be judged by the color of their skin but by the content of their character.

I have a dream today.

I have a dream that one day down in Alabama, with its vicious racists, with its governor having his lips dripping with the words of interposition and nullification; one day right down in Alabama little black boys and black girls will be able to join hands with little white boys and white girls as sisters and brothers.

I have a dream today.

I have a dream that one day every valley shall be exalted, every hill and mountain shall be made low, the rough places will be made plains and the crooked places will be made straight and the glory of the Lord shall be revealed and all flesh shall see it together.

This is our hope. This is the faith that I go back to the South with. With this faith we will be able to hew out of the mountain of despair a stone of hope.

With this faith we will be able to transform the jangling discords of our nation into a beautiful symphony of brotherhood.

With this faith we will be able to work together, to pray together, to struggle together, to go to jail together, to stand up for freedom together, knowing that we will be free one day.

This will be the day, this will be the day when all of God's children be able to sing with new meaning "My country 'tis of thee, sweet land of liberty, of thee I sing. Land where my fathers died, land of the Pilgrim's pride, from every mountainside, let freedom ring!"

And if America is to be a great nation, this must become true. So let freedom ring from the prodigious hilltops of New Hampshire. Let freedom ring from the mighty mountains of New York.

Let freedom ring from the heightening Alleghenies of Pennsylvania.

Let freedom ring from the snow-capped Rockies of Colorado.

Let freedom ring from the curvaceous slopes of California.

But not only that, let freedom, ring from Stone Mountain of Georgia.

Let freedom ring from Lookout Mountain of Tennessee.

Let freedom ring from every hill and molehill of Mississippi, from every mountainside.

Let freedom ring.

3. Allocution télévisée de M. Gorbatchev le 25 décembre 1991 – Allocution à l’occasion de laquelle il présente sa démission.

« [...] Le destin a voulu qu'au moment où j'accédais aux plus hautes fonctions de l'État, il était déjà clair que le pays allait mal. Tout est ici en abondance : la terre, le pétrole, le gaz, le charbon, les métaux précieux, d'autres richesses naturelles, sans compter l'intelligence et les talents que Dieu ne nous a pas comptés. Et pourtant nous vivons bien plus mal que dans les pays développés, nous prenons toujours plus de retard par rapport à eux.

La raison en était déjà claire: la société étouffait dans le carcan du système de commandement administratif condamné à servir l'idéologie et à porter le terrible fardeau de la militarisation à outrance. Elle était à la limite du supportable [...]. Il fallait tout changer radicalement. [...]

Une oeuvre d'une importance historique a été accomplie.

- Le système totalitaire, qui a privé le pays de la possibilité qu'il aurait eue depuis longtemps de devenir heureux et prospère, a été liquidé.
- Une percée a été effectuée sur la voie des transformations démocratiques. Les élections libres, la liberté de la presse, les libertés religieuses, des organes de pouvoir représentatifs et le multipartisme sont devenus une réalité.
- La marche vers une économie multiforme a commencé, l'égalité de toutes les formes de propriété s'établit. [...]

Tous ces changements ont provoqué une énorme tension. Ils se sont produits dans des conditions de lutte féroce, sur un fond d'opposition croissante des forces du passé moribond et réactionnaire, des anciennes structures du Parti et d'État et de l'appareil économique, ainsi que de nos habitudes, de nos préjugés, de notre psychologie de nivellement et parasitaire. Il se sont heurtés à notre intolérance, au faible niveau de culture politique et à la crainte des changements. »

4. Discours sur l'Armée Rouge

Léon Trotsky, 1919

Camarade L. Trotsky (Russie). — Le camarade Albert a dit que l'armée rouge est souvent en Allemagne un objet de la discussion, et si je l'ai bien compris, elle inquiète aussi MM. Ebert et Scheidemann dans leurs nuits d'insomnie, c'est-à-dire qu'ils craignent l'irruption de l'Armée rouge en Prusse Orientale. En ce qui concerne l'irruption, le camarade Albert peut bien tranquilliser les maîtres actuels de l'Allemagne : heureusement ou malheureusement — cela dépend du point de vue — nous n'en sommes pas encore là actuellement. En tout cas, en ce qui concerne les invasions qui nous menacent, notre situation est aujourd'hui bien meilleure qu'à l'époque de la paix de Brest-Litovsk. C'est là une chose tout à fait certaine. A cette époque, nous étions encore des enfants quant au développement général du gouvernement soviétique ainsi que de celui de l'Armée rouge. A cette époque celle-ci s'appelait encore la Garde rouge. Depuis longtemps, cette appellation n'existe plus chez nous. La Garde rouge était composée des premières troupes de partisans, des sections improvisées d'ouvriers révolutionnaires, qui, poussés par leur esprit révolutionnaire, étendirent la Révolution prolétarienne, depuis Pétrograd et Moscou, sur tout le territoire russe. Cette période dura jusqu'à la première rencontre de cette Garde rouge avec les régiments allemands réguliers, où l'on vit clairement que ces groupes improvisés n'étaient pas à même de fournir à la République socialiste révolutionnaire une véritable protection dès qu'il ne s'agissait plus seulement de vaincre la contre-révolution russe, mais de rejeter une armée disciplinée.

Et c'est depuis que commence le revirement dans l'état d'esprit de la classe ouvrière relativement à l'armée, et aussi le changement des méthodes d'organisation de celle-ci. Sous la pression de la situation nous avons procédé à la construction d'une armée bien organisée,

ayant une conscience de classe. Car dans notre programme il y a la milice populaire. Mais parler de la milice populaire, de cette revendication politique de la démocratie, dans un pays gouverné par la dictature du prolétariat, est une chose impossible, car l'armée est toujours liée très étroitement au caractère de la puissance qui détient le pouvoir. La guerre, comme disait le vieux Clausewitz, est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. Et l'armée est l'instrument de la guerre et doit correspondre à la politique. Le gouvernement est prolétarien et, dans sa composition sociale, l'armée doit elle aussi correspondre à ce fait.

C'est ainsi que nous avons introduit le cens dans la composition de l'armée. Depuis le mois de mai de l'année dernière, nous sommes passés de l'armée volontaire, de la Garde rouge, à l'armée qui repose sur le service militaire obligatoire, mais nous n'y admettons que les prolétaires, ou les paysans n'exploitant pas de main-d'œuvre extérieure.

Il est impossible de parler sérieusement d'une milice populaire en Russie, lorsqu'on tient compte du fait que nous avons, et que nous avons encore plusieurs armées de classe ennemies sur le territoire de l'ancien empire du tsar. Nous avons même, par exemple, sur le territoire du Don, une armée monarchique, dirigée par des officiers cosaques, composée d'éléments bourgeois et de riches paysans cosaques. Puis nous avons, dans la contrée de la Volga et de l'Oural, l'armée de la Constituante, qui était aussi, selon sa conception, l'armée « populaire », comme on l'appelait. Cette armée s'est dissoute très rapidement. Ces messieurs de la Constituante ont eu le dessous, ils ont quitté le terrain de la démocratie de la Volga et de l'Oural d'une manière tout à fait involontaire et ont cherché chez nous l'hospitalité du gouvernement soviétique. L'amiral Koltchak a simplement mis en état d'arrestation le gouvernement de la Constituante, et l'armée s'est développée en une armée monarchique.

Dans un pays qui se trouve en état de guerre civile on ne peut donc construire une armée que sur le principe de la classe. C'est bien ce que nous avons fait — et avec succès d'ailleurs.

La question des chefs militaires a soulevé pour nous de grandes difficultés. Evidemment, le premier souci, c'était d'éduquer des officiers rouges, recrutés dans les rangs de la classe ouvrière et parmi les fils de paysans aisés. Dès le début nous avons procédé à ce travail, et même ici, devant la porte de cette salle, vous pouvez voir bien des «sergents » rouges qui, dans peu de temps, entreront comme officiers rouges dans l'armée soviétique. Nous en avons un assez grand nombre. Je ne veux pas donner de chiffre, car un secret de guerre est toujours un secret de guerre. Le nombre — dis-je — en est assez grand, mais nous ne pouvions pas attendre que les jeunes sergents rouges soient devenus généraux rouges, car l'ennemi ne voulait pas nous laisser un aussi long temps de repos. Pour puiser avec succès dans cette réserve et en prendre bien des hommes capables, nous devions nous adresser aussi aux anciens chefs militaires. Nous n'avons évidemment pas cherché nos officiers dans la couche brillante des gens de cour militaire, mais parmi les éléments plus simples nous avons recruté des forces tout à fait capables, qui nous aident maintenant à combattre leurs anciens collègues. D'une part, des bons et loyaux éléments composants l'ancien corps d'officiers, auxquels nous avons adjoint de bons communistes comme commissaires, et d'autre part, des meilleurs éléments parmi les soldats, les ouvriers, les paysans, pour les postes de commandements inférieurs. De cette manière, nous avons composé un corps d'officiers rouges.

Depuis que la République soviétique existe en Russie, elle a toujours été forcée de faire la guerre et elle la fait encore aujourd'hui. Nous avons un front de plus de 8.000 kilomètres . Au sud et au nord, à l'est et à l'ouest, partout, les armes à la main, on nous combat et nous sommes obligés de nous défendre. Et Kautsky nous a même accusés de cultiver le

militarisme. Or, je pense que si nous voulons conserver le pouvoir aux ouvriers, nous devons nous défendre sérieusement. Pour nous défendre, nous devons apprendre aux ouvriers à faire usage des armes qu'ils forgent. Nous avons commencé par désarmer la bourgeoisie et à armer les ouvriers. Si c'est là du militarisme, bien, alors nous avons créé notre militarisme socialiste et nous persévérons fermement en nous appuyant sur lui.

A cet égard, notre situation en août dernier était bien mauvaise ; non seulement nous étions encerclés, mais le cercle contournait d'assez près Moscou. Depuis cette époque, nous avons élargi le cercle de plus en plus et, dans les derniers six mois, l'Armée rouge a regagné à l'Union soviétique pas moins de 700.000 kilomètres carrés, avec une population d'environ 42 millions d'habitants, 16 gouvernements avec 16 grandes villes dans lesquelles la classe ouvrière avait et a coutume de mener une âpre lutte. Et aujourd'hui encore, si de Moscou vous tirez sur la carte une ligne dans une direction quelconque en la prolongeant, vous trouverez partout un paysan russe, un ouvrier russe au front qui, dans cette nuit froide, se tient avec son fusil à la frontière de la République soviétique pour la défendre.

Et je puis vous assurer que les ouvriers communistes qui forment vraiment le noyau de cette armée se conduisent non seulement comme l'armée de protection de la République socialiste russe, mais aussi comme l'Armée rouge de la IIIe Internationale. Et si nous avons aujourd'hui la possibilité de donner l'hospitalité à cette conférence communiste pour remercier pour une fois nos frères de l'Europe occidentale de l'hospitalité qu'ils nous ont donnée pendant des dizaines d'années, nous le devons de notre côté aux efforts et aux sacrifices de l'Armée rouge, dans laquelle les meilleurs camarades de la classe ouvrière communiste agissent comme simple soldats, comme officiers rouges ou comme commissaires, c'est-à-dire comme les représentants directs de notre parti, du gouvernement soviétique, et qui, dans chaque

régiment, dans chaque division, donnent le ton politique et moral, c'est-à-dire qui enseignent par leur exemple aux soldats rouges comment on lutte et on meurt pour le socialisme. Chez ces hommes, ce ne sont pas des paroles creuses, car elles sont suivies d'actes, et dans cette lutte nous avons perdu des centaines et des milliers des meilleurs ouvriers socialistes. Je pense qu'ils ne sont pas seulement tombés pour la République soviétique, mais aussi pour la IIIe Internationale.

Et si aujourd'hui nous ne pensons même pas envahir la Prusse Orientale — au contraire, nous serions tout à fait heureux si MM. Ebert et Scheidemann nous laissaient en paix — il est cependant exact que, lorsque viendra le moment où les frères d'Occident nous appelleront à leur secours, nous répondrons : «Nous voici, pendant ce temps nous avons appris le maniement des armes, nous sommes prêts à lutter et à mourir pour la cause de la République mondiale !».

5. 14 points

W.Wilson, 1918

1. Open [covenants of peace](#), openly arrived at, after which there shall be no private international understandings of any kind but [diplomacy](#) shall proceed always frankly and [in the public view](#).
2. Absolute [freedom of navigation](#) upon the seas, outside territorial waters, alike in peace and in war, except as the seas may be closed in whole or in part by international action for the enforcement of international covenants.
3. The removal, so far as possible, of all economic barriers and the establishment of [equality of trade](#) conditions among all the nations consenting to the peace and associating themselves for its maintenance.
4. Adequate guarantees given and taken that national armaments will be reduced to the lowest point consistent with domestic safety.
5. A free, open-minded, and absolutely impartial adjustment of all colonial claims, based upon a strict observance of the principle that in determining all such questions of [sovereignty](#) the interests of the populations concerned must have equal weight with the equitable claims of the government whose title is to be determined.
6. The evacuation of all [Russian territory](#) and such a settlement of all questions affecting [Russia](#) as will secure the best and freest cooperation of the other nations of the world in obtaining for her an unhampered and unembarrassed opportunity for the independent determination of her own political development and national policy and assure her of a sincere welcome into the society of free nations under institutions of her own choosing; and, more than a welcome, assistance also of every kind that she may need and may herself desire. The treatment accorded Russia by her sister nations in the months to come will be the acid test of their good will, of their comprehension of her needs as distinguished from their own interests, and of their intelligent and unselfish sympathy.
7. [Belgium](#), the whole world will agree, must be evacuated and restored, without any attempt to limit the sovereignty which she enjoys in common with all other free nations. No other single act will serve as this will serve to restore confidence among the nations in the laws which they have themselves set and determined for the government of their relations with one another. Without this healing act the whole structure and validity of international law is forever impaired.

8. All [French](#) territory should be freed and the invaded portions restored, and the wrong done to France by [Prussia](#) in 1871 in the matter of [Alsace-Lorraine](#), which has unsettled the peace of the world for nearly fifty years, should be righted, in order that peace may once more be made secure in the interest of all.
9. A readjustment of the frontiers of [Italy](#) should be effected along clearly recognizable lines of nationality.
10. The peoples of [Austria-Hungary](#), whose place among the nations we wish to see safeguarded and assured, should be accorded the freest opportunity to autonomous development.
11. [Romania](#), [Serbia](#), and [Montenegro](#) should be evacuated; occupied territories restored; [Serbia](#) accorded free and secure access to the sea; and the relations of the several Balkan states to one another determined by friendly counsel along historically established lines of allegiance and nationality; and international guarantees of the political and economic independence and [territorial integrity](#) of the several [Balkan](#) states should be entered into.
12. The [Turkish](#) portion of the present [Ottoman Empire](#) should be assured a secure sovereignty, but the other nationalities which are now under Turkish rule should be assured an undoubted security of life and an absolutely unmolested opportunity of autonomous development, and the [Dardanelles](#) should be permanently opened as a free passage to the ships and commerce of all nations under international guarantees.
13. An independent [Polish state](#) should be erected which should include the territories inhabited by indisputably Polish populations, which should be assured a free and secure [access to the sea](#), and whose political and economic independence and territorial integrity should be guaranteed by international covenant.
14. A general [association of nations](#) must be formed under specific covenants for the purpose of affording mutual guarantees of political independence and territorial integrity to great and small states alike.

6. Sinews of peace (the “iron curtain” speech)

Winston Churchill, 1946

Prevention is better than cure.

A shadow has fallen upon the scenes so lately lighted by the Allied victory. Nobody knows what Soviet Russia and its Communist international organization intends to do in the immediate future, or what are the limits, if any, to their expansive and proselytizing tendencies. I have a strong admiration and regard for the valiant Russian people and for my wartime comrade, Marshal Stalin. There is deep sympathy and goodwill in Britain - and I doubt not here also - towards the peoples of all the Russias and a resolve to persevere through many differences and rebuffs in establishing lasting friendships. We understand the Russian need to be secure on her western frontiers by the removal of all possibility of German aggression. We welcome Russia to her rightful place among the leading nations of the world. We welcome her flag upon the seas. Above all, we welcome constant, frequent and growing contacts between the Russian people and our own people on both sides of the Atlantic.

It is my duty however, for I am sure you would wish me to state the facts as I see them to you, to place before you certain facts about the present position in Europe. From Stettin in the Baltic to Trieste in the Adriatic, an iron curtain has descended across the Continent. Behind that line lie all the capitals of the ancient states of Central and Eastern Europe. Warsaw, Berlin, Prague, Vienna, Budapest, Belgrade, Bucharest and Sofia, all these famous cities and the populations around them lie in what I must call the Soviet sphere, and all are subject in one form or another, not only to Soviet influence but to a very high and, in many cases, increasing measure of control from Moscow. Athens alone - Greece with its immortal glories - is free to decide its future at an election under British, American and French observation. The Russian- dominated Polish Government has been encouraged to make enormous and wrongful inroads upon Germany, and mass expulsions of millions of Germans on a scale grievous and undreamed-of are now taking place. The Communist parties, which were very small in all these Eastern States of Europe, have been raised to pre-eminence and power far beyond their numbers and are seeking everywhere to obtain totalitarian control. Police governments are prevailing in nearly every case, and so far, except in Czechoslovakia, there is no true democracy. Turkey and Persia are both profoundly alarmed and disturbed at the claims which are being made upon them and at the pressure being exerted by the Moscow Government. An attempt is being made by the Russians in Berlin to build up a quasi-Communist party in their zone of Occupied Germany by showing special favors to groups of left-wing German leaders. At the end of the fighting last June, the American and British Armies withdrew westwards, in accordance with an earlier agreement, to a depth at some

points of 150 miles upon a front of nearly four hundred miles, in order to allow our Russian allies to occupy this vast expanse of territory which the Western Democracies had conquered.

If now the Soviet Government tries, by separate action, to build up a pro-Communist Germany in their areas, this will cause new serious difficulties in the British and American zones, and will give the defeated Germans the power of putting themselves up to auction between the Soviets and the Western Democracies. Whatever conclusions may be drawn from these facts - and facts they are - this is certainly not the Liberated Europe we fought to build up. Nor is it one which contains the essentials of permanent peace.

The safety of the world requires a new unity in Europe, from which no nation should be permanently outcast. It is from the quarrels of the strong parent races in Europe that the world wars we have witnessed, or which occurred in former times, have sprung. Twice in our own lifetime we have seen the United States, against their wishes and their traditions, against arguments, the force of which it is impossible not to comprehend, drawn by irresistible forces, into these wars in time to secure the victory of the good cause, but only after frightful slaughter and devastation had occurred. Twice the United States has had to send several millions of its young men across the Atlantic to find the war; but now war can find any nation, wherever it may dwell between dusk and dawn. Surely we should work with conscious purpose for a grand pacification of Europe, within the structure of the United Nations and in accordance with its Charter. That I feel is an open cause of policy of very great importance .

In front of the iron curtain which lies across Europe are other causes for anxiety. In Italy the Communist Party is seriously hampered by having to support the Communist-trained Marshal Tito's claims to former Italian territory at the head of the Adriatic. Nevertheless the future of Italy hangs in the balance. Again one cannot imagine a regenerated Europe without a strong France. All my public life I have worked for a strong France and I never lost faith in her destiny, even in the darkest hours. I will not lose faith now. However, in a great number of countries, far from the Russian frontiers and throughout the world, Communist fifth columns are established and work in complete unity and absolute obedience to the directions they receive from the Communist center. Except in the British Commonwealth and in the United States where Communism is in its infancy, the Communist parties or fifth columns constitute a growing challenge and peril to Christian civilization. These are somber facts for anyone to have to recite on the morrow of a victory gained by so much splendid comradeship in arms and in the cause of freedom and democracy; but we should be most unwise not to face them squarely while time remains.

The outlook is also anxious in the Far East and especially in Manchuria. The Agreement which was made at Yalta, to which I was a party, was extremely favorable to Soviet Russia, but it was made at a time when no one could say that the German war might not extend all through the summer and autumn of 1945 and when the Japanese war was expected to last for

a further 18 months from the end of the German war. In this country you are all so well-informed about the Far East, and such devoted friends of China, that I do not need to expatiate on the situation there.

I have felt bound to portray the shadow which, alike in the west and in the east, falls upon the world. I was a high minister at the time of the Versailles Treaty and a close friend of Mr. Lloyd-George, who was the head of the British delegation at Versailles. I did not myself agree with many things that were done, but I have a very strong impression in my mind of that situation, and I find it painful to contrast it with that which prevails now. In those days there were high hopes and unbounded confidence that the wars were over, and that the League of Nations would become all-powerful. I do not see or feel that same confidence or even the same hopes in the haggard world at the present time.

On the other hand I repulse the idea that a new war is inevitable; still more that it is imminent. It is because I am sure that our fortunes are still in our own hands and that we hold the power to save the future, that I feel the duty to speak out now that I have the occasion and the opportunity to do so. I do not believe that Soviet Russia desires war. What they desire is the fruits of war and the indefinite expansion of their power and doctrines. But what we have to consider here to-day while time remains, is the permanent prevention of war and the establishment of conditions of freedom and democracy as rapidly as possible in all countries. Our difficulties and dangers will not be removed by closing our eyes to them. They will not be removed by mere waiting to see what happens; nor will they be removed by a policy of appeasement. What is needed is a settlement, and the longer this is delayed, the more difficult it will be and the greater our dangers will become.

From what I have seen of our Russian friends and Allies during the war, I am convinced that there is nothing they admire so much as strength, and there is nothing for which they have less respect than for weakness, especially military weakness. For that reason the old doctrine of a balance of power is unsound. We cannot afford, if we can help it, to work on narrow margins, offering temptations to a trial of strength. If the Western Democracies stand together in strict adherence to the principles of the United Nations Charter, their influence for furthering those principles will be immense and no one is likely to molest them. If however they become divided or falter in their duty and if these all-important years are allowed to slip away then indeed catastrophe may overwhelm us all.

Last time I saw it all coming and cried aloud to my own fellow-countrymen and to the world, but no one paid any attention. Up till the year 1933 or even 1935, Germany might have been saved from the awful fate which has overtaken her and we might all have been spared the miseries Hitler let loose upon mankind. There never was a war in all history easier to prevent by timely action than the one which has just desolated such great areas of the globe. It could have been prevented in my belief without the firing of a single shot, and Germany might be

powerful, prosperous and honored to-day; but no one would listen and one by one we were all sucked into the awful whirlpool. We surely must not let that happen again. This can only be achieved by reaching now, in 1946, a good understanding on all points with Russia under the general authority of the United Nations Organization and by the maintenance of that good understanding through many peaceful years, by the world instrument, supported by the whole strength of the English-speaking world and all its connections. There is the solution which I respectfully offer to you in this Address to which I have given the title "The Sinews of Peace."

Let no man underrate the abiding power of the British Empire and Commonwealth. Because you see the 46 millions in our island harassed about their food supply, of which they only grow one half, even in war-time, or because we have difficulty in restarting our industries and export trade after six years of passionate war effort, do not suppose that we shall not come through these dark years of privation as we have come through the glorious years of agony, or that half a century from now, you will not see 70 or 80 millions of Britons spread about the world and united in defense of our traditions, our way of life, and of the world causes which you and we espouse. If the population of the English-speaking Commonwealths be added to that of the United States with all that such co-operation implies in the air, on the sea, all over the globe and in science and in industry, and in moral force, there will be no quivering, precarious balance of power to offer its temptation to ambition or adventure. On the contrary, there will be an overwhelming assurance of security. If we adhere faithfully to the Charter of the United Nations and walk forward in sedate and sober strength seeking no one's land or treasure, seeking to lay no arbitrary control upon the thoughts of men; if all British moral and material forces and convictions are joined with your own in fraternal association, the high-roads of the future will be clear, not only for us but for all, not only for our time, but for a century to come.

7. « Quit India »

Ghandi, 1942

Before you discuss the resolution, let me place before you one or two things, I want you to understand two things very clearly and to consider them from the same point of view from which I am placing them before you. I ask you to consider it from my point of view, because if you approve of it, you will be enjoined to carry out all I say. It will be a great responsibility. There are people who ask me whether I am the same man that I was in 1920, or whether there has been any change in me. You are right in asking that question. Let me, however, hasten to assure that I am the same Gandhi as I was in 1920. I have not changed in any fundamental respect. I attach the same importance to non-violence that I did then. If at all, my emphasis on it has grown stronger. There is no real contradiction between the present resolution and my previous writings and utterances. Occasions like the present do not occur in everybody's and but rarely in anybody's life. I want you to know and feel that there is nothing but purest Ahimsa¹ in all that I am saying and doing today. The draft resolution of the Working Committee is based on Ahimsa, the contemplated struggle similarly has its roots in Ahimsa. If, therefore, there is any among you who has lost faith in Ahimsa or is wearied of it, let him not vote for this resolution. Let me explain my position clearly. God has vouchsafed to me a priceless gift in the weapon of Ahimsa. I and my Ahimsa are on our trail today. If in the present crisis, when the earth is being scorched by the flames of Himsa and crying for deliverance, I failed to make use of the God given talent, God will not forgive me and I shall be judged un-wrongly of the great gift. I must act now. I may not hesitate and merely look on, when Russia and China are threatened. Ours is not a drive for power, but purely a non-violent fight for India's independence. In a violent struggle, a successful general has been often known to effect a military coup and to set up a dictatorship. But under the Congress scheme of things, essentially non-violent as it is, there can be no room for dictatorship. A non-violent

soldier of freedom will covet nothing for himself, he fights only for the freedom of his country. The Congress is unconcerned as to who will rule, when freedom is attained. The power, when it comes, will belong to the people of India, and it will be for them to decide to whom it placed in the entrusted. May be that the reins will be placed in the hands of the Parsis, for instance-as I would love to see happen-or they may be handed to some others whose names are not heard in the Congress today. It will not be for you then to object saying, "This community is microscopic. That party did not play its due part in the freedom's struggle; why should it have all the power?" Ever since its inception the Congress has kept itself meticulously free of the communal taint. It has thought always in terms of the whole nation and has acted accordingly. . . I know how imperfect our Ahimsa is and how far away we are still from the ideal, but in Ahimsa there is no final failure or defeat. I have faith, therefore, that if, in spite of our shortcomings, the big thing does happen, it will be because God wanted to help us by crowning with success our silent, unremitting Sadhana¹ for the last twenty-two years. I believe that in the history of the world, there has not been a more genuinely democratic struggle for freedom than ours. I read Carlyle's French Revolution while I was in prison, and Pandit Jawaharlal has told me something about the Russian revolution. But it is my conviction that inasmuch as these struggles were fought with the weapon of violence they failed to realize the democratic ideal. In the democracy which I have envisaged, a democracy established by non-violence, there will be equal freedom for all. Everybody will be his own master. It is to join a struggle for such democracy that I invite you today. Once you realize this you will forget the differences between the Hindus and Muslims, and think of yourselves as Indians only, engaged in the common struggle for independence. Then, there is the question of your attitude towards the British. I have noticed that there is hatred towards the British among the people. The people say they are disgusted with their behaviour. The people make no distinction between British imperialism and the British

people. To them, the two are one This hatred would even make them welcome the Japanese. It is most dangerous. It means that they will exchange one slavery for another. We must get rid of this feeling. Our quarrel is not with the British people, we fight their imperialism. The proposal for the withdrawal of British power did not come out of anger. It came to enable India to play its due part at the present critical juncture It is not a happy position for a big country like India to be merely helping with money and material obtained willy-nilly from her while the United Nations are conducting the war. We cannot evoke the true spirit of sacrifice and valour, so long as we are not free. I know the British Government will not be able to withhold freedom from us, when we have made enough self-sacrifice. We must, therefore, purge ourselves of hatred. Speaking for myself, I can say that I have never felt any hatred. As a matter of fact, I feel myself to be a greater friend of the British now than ever before. One reason is that they are today in distress. My very friendship, therefore, demands that I should try to save them from their mistakes. As I view the situation, they are on the brink of an abyss. It, therefore, becomes my duty to warn them of their danger even though it may, for the time being, anger them to the point of cutting off the friendly hand that is stretched out to help them. People may laugh, nevertheless that is my claim. At a time when I may have to launch the biggest struggle of my life, I may not harbour hatred against anybody.

8. Saïd et Mohamed

Francis Cabrel

Elle changeait les draps de l'hôtel
Les traces de doigts sur les poubelles
Petite hirondelle, au milieu des corbeaux
Elle chantait "Desperado"
Moi, j'avais du retard sur le sommeil
Je m'étais fait doubler par le soleil
Elle de l'autre côté du couloir
Elle faisait chanter les miroirs

J'ai passé une heure de sa vie
Une heure sous le soleil d'Algérie
Sous la course des planètes
Y'a des moments qu'on regrette

Derrière ses paupières mi-closes
Je voyais plus de gris que de rose
Quand je suis parti, j'ai bien compris
Que je perdais quelque chose

Ses enfants qui font rien à l'école
Et qui ont les poches pleines de tubes de colle
Et toute façon personne ne t'aide
Quand tu t'appelles Saïd ou Mohamed

C'est le ciel en tôle ondulée pour toujours
C'est la fenêtre sur la troisième cour
C'est le cri des voisines plein les oreilles
Et les heures de mauvais sommeil

Mais s'il y a quelqu'un autour qui comprend
Le mauvais français le musulman,

Sous la course des planètes
Ca serait bien qu'il s'inquiète

Avant que ses paupières n'exploient
Qu'elle prenne ce gris en overdose
Quand je suis parti j'ai bien compris
Qu'on y pouvait quelque chose...

Toi t'envoies dix francs
Pour les enfants du Gange
Parce que t'as vu les photos qui dérangent
T'envoies dix francs
Pour les enfants d'ailleurs
Parce que t'as vu les photos qui font peur

Et elle que tu croises en bas de chez toi
Elle que tu croises en bas de chez toi...
Depuis je suis retourné à Marseille
Ses amis n'ont pas de nouvelles

Y'a trop d'hirondelles
Ou trop de corbeaux
Elle a du changer de ghetto
Moi, je crois plutôt qu'elle
Change les draps d'un autre hôtel
D'autres traces de doigts
Sur d'autres poubelles

De l'autre côté d'un autre couloir
Elle doit faire chanter les miroirs
Chanter les miroirs.

9. Economic freedom, human freedom, political freedom

Milton Friedman, 1991

I appreciate that very much, Chuck, but I don't want you to give these good people the impression that Ken Galbraith is all bad. Rose and I were in India in the early 1960s when he was ambassador to India. I wrote Ken to see if I could visit him when we went to New Delhi. He wrote back inviting us to lunch at the embassy, adding that, as I knew, he didn't agree with my ideas but they would do less harm in India than anywhere else he could think of.

In 1962, when our book *Capitalism and Freedom* was published, the general intellectual climate of opinion was very different than it has since become. That book was not reviewed by a single major publication in the United States; not by *Newsweek* or *Time*, the *New York Times* or any other major newspaper. It was reviewed only in professional economic journals and in *The Economist* of London. It sold fewer than 10,000 copies in the first year after publication, but since then it has sold well over half a million copies without any reviews whatsoever.

The situation was very different in 1980, as Chuck indicated, when our *Free to Choose* appeared. The difference was not because *Free to Choose* is a better book; it is not. In fact, I believe that *Capitalism and Freedom* is a better book. The difference was because the climate of opinion had changed. In the 1950s and 1960s, socialist thinking was dominant; those of us who rejected that view were regarded as fringe eccentrics. Since then, there has been a reaction against such socialist thinking and a recognition of the importance of private enterprise and of private property. Unfortunately, as I shall note later, the reaction has been more in the climate of opinion than in practice. Talk and rhetoric have been one thing; actual practice has been very different.

What I want to talk about tonight is the relationship among economic freedom, human freedom, and political freedom. In *Capitalism and Freedom*, I wrote: "Historical evidence speaks with a single voice on the relation between political freedom and a free market. I know of no example in time or place of a society that has been marked by a large measure of political freedom that has not also used something comparable to a free market to organize the bulk of economic activity" (p. 9). I went on to point out that "History suggests only that capitalism is a necessary condition for political freedom. Clearly it is not a sufficient condition" (p. 10).

Both of those statements remain valid today, thirty years later. Over the centuries many non-free societies have relied on capitalism and yet have enjoyed neither human nor political freedom. Ancient Greece was fundamentally a capitalist society, but it had slaves. The U.S. South before the Civil War is another example of a society with slaves that relied predominantly on private property. Currently, South Africa has relied predominantly on private markets and private enterprise, yet it has not been a free society. Many Latin American countries are in the same position. They have been ruled by an oligarchy, and yet they have employed primarily private markets. So it is clear that capitalism is not a sufficient condition for human or political freedom, though it is a necessary condition.

While experience has not contradicted the statements I made, it has persuaded me that the dichotomy I stressed between economic freedom and political freedom is too simple. Even at this broad level, I am persuaded that it is important to consider a trichotomy: economic freedom, human freedom, and political freedom.

The example that persuaded me that the relationship was less simple than the one I had sketched in *Capitalism and Freedom* is Hong Kong as it developed in the 1950s and especially as it has developed in the period since *Capitalism and Freedom* was written. Hong Kong has been though unfortunately as the Mainland communist regime takes over it will not remain one of the freest, if not the freest, of countries in the world in every respect but one. Hong Kong has had an extraordinary degree of economic freedom: no tariffs and no import or export quotas, except as we in our wisdom have forced such quotas on Hong Kong in order to protect our industries from its efficiency. (It is truly absurd for the United States to force Hong Kong to limit the output of textiles so that our textile industry will not be bothered. That is no way for a great nation to behave.) Taxes have been very low, 10 to 12% of the national income. (In the United States today, government spending is 43% of the national income.) There are few regulations on business, no price controls, no wage controls.

Hong Kong's completely free economy has achieved marvels. Here is a place with no resources except a magnificent harbor, a small piece of land, an island off a peninsula, a population of 500,000 after World War II that has grown to a population close to six millions, over ten times as large, and at the same time the standard of life has multiplied more than fourfold. It has been one of the most rapidly growing countries in the world, a remarkable example of what free markets can do if left unrestricted. I may say that Hong Kong is not a place where most of us would want to live. It is not a place where most of the people there want to live. It is very crowded; it is a very small area. If other places would take them, the people would love to go. However, the remarkable thing is that under such adverse circumstances they have done so well.

In addition to economic freedom, Hong Kong has a great deal of human freedom. I have visited many times and I have never seen any evidence of suppression of freedom of speech, freedom of the press, or any other human freedom that we regard as important.

However, in one respect Hong Kong has no freedom whatsoever. It has no political freedom. The Chinese who fled to Hong Kong were not free people. They were refugees from the communist regime and they themselves had been citizens of a regime that was very far from a free society. They did not choose freedom; it was imposed on them. It was imposed on them by outside forces. Hong Kong was governed by officials of the British Colonial Office, not by self-chosen representatives. In the past couple of years, in trying to persuade the world that Britain has not done a dastardly deed in turning Hong Kong over to the communists, the British administration has tried to institute a legislative council and to give some evidence of political representation. However, in general, over the whole of that period, there has been essentially no direct political representation.

That brings out an enormous paradox, the one that as I said caused me to rethink the relationship among different kinds of freedom. The British colonies that were given their political freedom after World War II have for the most part destroyed the other freedoms. Similarly, at the very time officials of the British Colonial Office were imposing economic freedom on Hong Kong, at home in Britain a socialist government was imposing socialism on Britain. Perhaps they sent the backward people out to Hong Kong to get rid of them. It shows

how complex the relationship is between economic freedom and political freedom, and human freedom and political freedom. Indeed, it suggests that while economic freedom facilitates political freedom, political freedom, once established, has a tendency to destroy economic freedom.

Consider the example that I believe is most fascinating, India. It was given its political freedom by Britain over forty years ago. It has continued, with rare exceptions, to be a political democracy. It has continued to be a country where people are governed by representatives chosen at the ballot box, but it has had very little economic freedom and very limited human freedom. On the economic side, it has had extensive controls over exports and imports, over foreign exchange, over prices, over wages. There have been some reforms in the past year or so, but until recently you could not establish any kind of enterprise without getting a license from the government. The effect of such centralized control of the economy has been that the standard of life for the great bulk of the Indians is no higher today than it was forty years ago when India was given its political freedom.

The situation is even more extreme if you consider that Hong Kong, which I started with, got zero foreign aid during its growth. India has been a major recipient; it got some \$55 billion of foreign aid over the past forty years. It is tempting to say that India failed to grow despite foreign aid. I believe that it was the other way: in part, India failed to grow because of foreign aid. Foreign aid provided the resources that enabled the government to impose the kind of economic policies it did.

What is true for India is true much more broadly. Foreign aid has done far more harm to the countries we have given it to than it has done good. Why? Because in every case, foreign aid has strengthened governments that were already too powerful. Mozambique, Tanzania, and many another African country testify to the same effect as India.

To come back to Hong Kong, the only reason it did not get its political freedom is because the local people did not want political freedom. They knew very well that that meant the Chinese communists would take them over. In a curious way, the existence of the Chinese communist government was the major protection of the economic and human freedoms that Hong Kong enjoyed. Quite a paradoxical situation.

Hong Kong is by no means unique. Wherever the market plays a significant role, whether you have political freedom or not, human freedoms are more widespread and more extensive than where the market does not play any role. The totalitarian countries completely suppressed the market and also had the least human freedom.

Another fascinating example that brings out the complexity of the situation is Chile. Chile, as you know, was first taken over by Salvador Allende and a socialist group. Allende came into power as a result of an election in which no one of the three major parties was able to get a majority, and subsequent political manoeuvring, along with his promise to abide by the constitution. No sooner in office, however, than he reneged on his promise and proceeded to try to convert Chile into a full-fledged communist state. The important thing for my purpose is what happened after Allende's policies provoked the military to overthrow him and set up a military junta led by General Pinochet to run the country.

Almost all military juntas are adverse to economic freedom for obvious reasons. The military is organized from the top down: the general tells the colonel, the colonel tells the captain, the

captain tells the lieutenant, and so on. A market economy is organized from the bottom up: the consumer tells the retailer, the retailer tells the wholesaler, the wholesaler tells the producer, and the producer delivers. The principles underlying a military organization are precisely the reverse of those underlying a market organization.

Pinochet and the military in Chile were led to adopt freemarket principles after they took over only because they did not have any other choice. They tried for a while to have military officers run the economy. However, inflation doubled in the first eight or nine months of their regime. When rates of inflation reached 700 to 1,000% they had to do something. By accident, the only group of economists in Chile who were not tainted by a connection with the Allende socialists were the so-called Chicago boys. They were called Chicago boys because they consisted almost entirely of economists who had studied at the University of Chicago and had received their Ph.D. degrees at the University of Chicago. They were untainted because the University of Chicago was almost the only institution in the United States at the time in which the economics department had a strong group of freemarket economists. So in desperation Pinochet turned to them.

I have nothing good to say about the political regime that Pinochet imposed. It was a terrible political regime. The real miracle of Chile is not how well it has done economically; the real miracle of Chile is that a military junta was willing to go against its principles and support a freemarket regime designed by principled believers in a free market. The results were spectacular. Inflation came down sharply. After a transitory period of recession and low output that is unavoidable in the course of reversing a strong inflation, output started to expand, and ever since, the Chilean economy has performed better than any other South American economy.

The economic development and the recovery produced by economic freedom in turn promoted the public's desire for a greater degree of political freedom exactly what happened, if I may jump from one continent to another, in China after 1976 when the regime introduced a greater measure of economic freedom in one sector of the economy, agriculture, with great success. That, too, generated pressure for more political freedom and was one of the major factors underlying the dissatisfaction that led to Tiananmen Square.

In Chile, the drive for political freedom, that was generated by economic freedom and the resulting economic success, ultimately resulted in a referendum that introduced political democracy. Now, at long last, Chile has all three things: political freedom, human freedom and economic freedom. Chile will continue to be an interesting experiment to watch to see whether it can keep all three or whether, now that it has political freedom that political freedom will tend to be used to destroy or reduce economic freedom.

In order to understand the paradox that economic freedom produces political freedom but political freedom may destroy economic freedom, it is important to recognize that free private markets have a far broader meaning than the usual restriction to narrowly economic transactions. Literally, a market is simply a place where people meet, where people get together to make deals with one another. Every country has a market. At its most extreme totalitarian stage Russia had a market. But there are different kinds of markets. A private market is one in which the people making deals are making them either on their own behalf or as agents for identifiable individuals rather than as agents of governments. In the Russian market, the market existed and deals were being made all over the lot, but people were dealing with one another not on their own behalf, not as representatives for other identifiable

individuals, but supposedly as agents for the government, for the public at large. A private market is very different from a government market. In a strictly private market, all the deals are between individuals acting in their own interest or as agents for other identifiable individuals.

Finally, you can have a private market, but it may or may not be a free market. The question is whether all the deals are strictly voluntary. In a free private market, all the deals are strictly voluntary. Many of the cases of private markets that I cited before were not cases of free private markets. You have a private market in many of the Latin American countries, but they are not free private markets. You have a private market in India, but it is not a free private market because many voluntary deals are not permitted. An individual can deal with another to exchange a good or service only if he has the permission of the government. I may say a completely free private market exists nowhere in the world. Hong Kong is perhaps the closest approximation to it. However, almost everywhere what you have, at best, is a partly free, largely hampered, private market.

A free private market is a mechanism for achieving voluntary cooperation among people. It applies to any human activity, not simply to economic transactions. We are speaking a language. Where did that language come from? Did some government entity construct the language and instruct people to use it? Was there some government commission that developed the rules of grammar? No, the language we speak developed through a free private market. People communicated with one another, they wanted to talk with one another, the words they used gradually came to be one thing rather than another, and the grammar came to be one thing rather than another entirely as a result of free voluntary exchange.

Take another example, science. How did we develop the complicated structure of physics, economics, what will you? Again, it was developed and continues to develop as a result of a free private market in which scientists communicate with one another, exchange information with one another, because both parties to any exchange want to benefit.

A characteristic feature of a free private market is that all parties to a transaction believe that they are going to be better off by that transaction. It is not a zero sum game in which some can benefit only at the expense of others. It is a situation in which everybody thinks he is going to be better off.

A free private market is a mechanism for enabling a complex structure of cooperation to arise as an unintended consequence of Adam Smith's invisible hand, without any deliberate design. A free private market involves the absence of coercion. People deal with one another voluntarily, not because somebody tells them to or forces them to. It does not follow that the people who engage in these deals like one another, or know one another, or have any interest in one another. They may hate one another. Everyone of us, everyday without recognizing it, engages in deals with people all over the world whom we do not know and who do not know us. No super planning agency is telling them to produce something for us. They may be of a different religion, a different color, a different race. The farmer who grows wheat is not interested in whether it is going to be bought by somebody who is black or white, somebody who is Catholic or Protestant; and the person who buys the wheat is not concerned about whether the person who grew it was white or black, Catholic or Protestant. So the essence of a free private market is that it is a situation in which everybody deals with one another because he or she believes he or she will be better off.

The essence of human freedom as of a free private market, is freedom of people to make their own decisions so long as they do not prevent anybody else from doing the same thing. That makes clear, I think, why free private markets are so closely related to human freedom. It is the only mechanism that permits a complex interrelated society to be organized from the bottom up rather than the top down. However, it also makes clear why free societies are so rare. Free societies restrain power. They make it very hard for bad people to do harm, but they also make it very hard for good people to do good. Implicitly or explicitly, most opponents of freedom believe that they know what is good for other people better than other people know for themselves, and they want the power to make people do what is really good for them.

The recent absolutely remarkable phenomenon of the collapse of communism in Eastern Europe raises in acute form the issues that we have been discussing. There is much talk in those countries about moving to a free market, but so far very limited success. In the past, free markets have developed in all sorts of ways out of feudalism, out of military juntas, out of autocracy and mostly they have developed by accident rather than by design. It was a pure accident that Hong Kong achieved a free market. Insofar as anyone designed it, it was the colonial officials who were sent there; but it was a pure accident that they were favorable to, or at least not hostile to, a free market. It was an accident that a free market developed in the United States, nothing natural about it. We might very well have gone down a very different road. We started to go down a very different road in the 1830s when there was widespread governmental activity in the building of canals, in the building of tollways, and the taking over of banks there were state banks in Ohio, Illinois, and so on. What happened is that in the Panic of 1837 they all went broke, and that destroyed people's belief that the way to run a country was by government. That had a great deal to do with the subsequent widespread belief that small government was the best government.

While free societies have developed by accident in many different ways, there is so far no example of a totalitarian country that has successfully converted to a free society. That is why what is going on in Eastern Europe is so exciting. We are witnessing something that we have not seen before. We know and they know what needs to be done. It is very simple. I tell the people in Eastern Europe when I see them that I can tell them what to do in three words: privatize, privatize, privatize. The problem is to have the political will to do so, and to do so promptly. It is going to be exciting to see whether they can do so.

However, the point that impresses me now and that I want to emphasize is that the problem is not only for them but for us. They have as much to teach us as we have to teach them. What was their problem under communism? Too big, too intrusive, too powerful a government. I ask you, what is our problem in the United States today? We have a relatively free system. This is a great country and has a great deal of freedom, but we are losing our freedom. We are living on our capital in considerable measure. This country was built up during 150 years and more in which government played a very small role. As late as 1929, total government spending in the United States never exceeded about 12% of the national income about the same fraction as in Hong Kong in recent years. Federal government spending was about 3 to 4% of the national income except at the time of the Civil War and World War I. Half of that went for the military and half for everything else. State and local governments spent about twice as much. Again, local governments spent more than state governments. In the period between then and now, the situation has changed drastically. Total government spending, as I said, is 43% of national income, and two thirds of that is federal.

Moreover, in addition to what government spends directly, it exercises extensive control over the deals that people can make in the private market. It prevents you from buying sugar in the cheapest market; it forces you to pay twice the world price for sugar. It forces enterprises to meet all sorts of requirements about wages, hours, antipollution standards, and so on and on. Many of these may be good, but they are government dictation of how the resources shall be used. To put it in one word that should be familiar to us by now, it is socialist.

The United States today is more than 50% socialist in terms of the fraction of our resources that are controlled by the government. Fortunately, socialism is so inefficient that it does not control 50% of our lives. Fortunately, most of that is wasted. People worry about government waste; I don't. I just shudder at what would happen to freedom in this country if the government were efficient in spending our money. The really fascinating thing is that our private sector has been so effective, so efficient, that it has been able to produce a standard of life that is the envy of the rest of the world on the basis of less than half the resources available to all of us.

The major problems that face this country all derive from too much socialism. If you consider our educational system at the elementary and secondary level, government spending per pupil has more than tripled over the past thirty years in real terms after allowing for inflation, yet test scores keep declining, dropout rates are high, and functional illiteracy is widespread. Why should that be a surprise? Schooling at the elementary and secondary level is the largest socialist enterprise in the United States next to the military. Now why should we be better at socialism than the Russians? In fact, they ought to be better; they have had more practice at it. If you consider medical care, which is another major problem now, total spending on medical care has gone from 4% of the national income to 13%, and more than half of that increase has been in the form of government

spending. Costs have multiplied and it is reasonably clear that output has not gone up in anything like the same ratio. Our automobile industry can produce all the cars anybody wants to drive and is prepared to pay for. They do not seem to have any difficulty, but our government cannot produce the roads for us to drive on. The aviation industry can produce the planes, the airlines can get the pilots, but the government somehow cannot provide the landing strips and the air traffic controllers. I challenge anybody to name a major problem in the United States that does not derive from excessive government.

Crime has been going up, our prisons are overcrowded, our inner cities are becoming unliveable all as a consequence of good intentions gone awry, the good intentions in this case being to prevent the misuse of drugs. The results: very little if any reduction in the use of drugs but a great many innocent victims. The harm which is being done by that program is far greater than any conceivable good. And the harm is not being done only at home. What business do we have destroying other countries such as Colombia because we cannot enforce our laws?

It is hard to be optimistic about how successful we can be in preserving our relatively free system. The collapse of the communist states in Eastern Europe was the occasion for a great deal of self-congratulation on our part. It introduced an element of complacency and smugness. We all said, "Oh my, how good we are! See, we must be doing everything right." But we did not learn the lesson that they had to teach us, and that lesson is that government has very real functions, but if it wanders beyond those functions and goes too far, it tends to destroy human and economic freedom.

I am nonetheless a long-term optimist. I believe that the United States is a great country and that our problems do not arise from the people as such. They arise from the structure of our government. We are being misgoverned in all these areas but not because of bad motives or bad people. The people who run our government are the same kind of people as the people outside it. We mislead ourselves if we think we are going to correct the situation by electing the right people to government. We will elect the right people and when they get to Washington they will do the wrong things. You and I would; I am not saying that there is anything special about them.

The important point is that we in our private lives and they in their governmental lives are all moved by the same incentive: to promote our own self-interest. Armen Alchian once made a very important comment. He said, "You know, there is one thing you can trust everybody to do. You can trust everybody to put his interest above yours." That goes for those of us in the private sector; that goes for people in the government sector. The difference between the two is not in the people; it is not in the incentives. It is in what it is in the self-interest for different people to do. In the private economy, so long as we keep a free private market, one party to a deal can only benefit if the other party also benefits. There is no way in which you can satisfy your needs at the expense of somebody else. In the government market, there is another recourse. If you start a program that is a failure and you are in the private market, the only way you can keep it going is by digging into your own pocket. That is your bottom line. However, if you are in the government, you have another recourse. With perfectly good intentions and good will nobody likes to say "I was wrong" you can say, "Oh, the only reason it is a failure is because we haven't done enough. The only reason the drug program is a failure is because we haven't spent enough money on it." And it does not have to be your own money. You have a very different bottom line. If you are persuasive enough, or if you have enough control over power, you can increase spending on your program at the expense of the taxpayer. That is why a private project that is a failure is closed down while a government project that is a failure is expanded.

The only way we are really going to change things is by changing the political structure. The most hopeful thing I see on that side is the great public pressure at the moment for term limits. That would be a truly fundamental change.

I want to close on a slightly optimistic note. About 200 years ago, an English newspaper wrote: "There are 775,300,000 people in the World. Of these, arbitrary governments command 741,800,000 and the free ones ... Only 33 1/2 million... On the whole, slaves are three and twenty times more numerous than men enjoying, in any tolerable degree, the rights of human nature" [cited in Forrest McDonald, *Novus Ordo Seclorum* (Lawrence: University Press of Kansas, 1985), p.9]. I know of no such precise estimate for the present, but I made a rough estimate on the basis of the freedom surveys of Freedom House. I estimate that, while slaves still greatly outnumber free people, the ratio has fallen in the past two centuries from 23 to 1 to about 3 to 1. We are still very far from our goal of a completely free world, but, on the scale of historical time, that is amazing progress more in the past two centuries than in the prior two millennia. Let's hope and work to make sure that that keeps up. Thank you.

10. Citations de Pierre Desproges

Résistance ou Collaboration. Que choisir ?

Un foie, deux reins. Trois raisons d'utiliser la baïonnette.

"De toute façon, je n'aurai pas le cancer. Je suis contre."

"Une civilisation sans la science, c'est aussi absurde qu'un poisson sans bicyclette."

Dans Pinochet, il y a hochet.

On s'ennuie vite à jouer au tennis, à cause bien sûr de l'inertie de la balle, alors que si vous remplacez la balle par un poussin, c'est le fou rire assuré.

Son père était tailleur, mais sa mère était là, c'est le principal.

À un général, on dit mon général.

À un colonel, on dit mon colonel.

À un adjudant, on dit mon adjudant.

À un deuxième classe, on dit ta gueule, à condition d'être adjudant.

L'ennemi est bête : il croit que c'est nous l'ennemi, alors que c'est lui !

- « Oh, oui, Albert ! »

Une simple petite phrase comme celle-ci suffit à ensoleiller la journée d'un honnête homme, sauf s'il ne s'appelle pas Albert.

Comme le dit judicieusement le vieux dicton berrichon : Frisquette en novembre, bistouquette en pente.

Suprême vinaigrier aux écorces vermeilles (les carottes râpées)

Merveille écarlate dans son lit de pommes dorées à la bruxelloise (la francfort-frites)

Vous n'avez rien contre les jeunes ?" : Version à peine édulcorée du répugnant "T'as pas cent balles ?", c'est la phrase clé que vous balancent de molles gouapes en queue de puberté, pour tenter de vous escroquer d'une revue bidon entièrement peinte avec les genoux par de jeunes infirmes.

Il faut remonter à l'Allemagne des années 30, pour trouver chez les boutonneux un tel engouement collectif pour la veste à brandebourgs et le rythme des grosses caisses.

[...] Je renie (ma jeunesse), depuis que je l'ai vue s'échouer dans la bouffonnerie soixante-huitarde où de crapoteux universitaires grisonnants, au péril de leur prostate, grimpaient sur des estrades à théâtraux pour singer les pitreries maoïstes de leurs élèves, dont les plus impétueux sont maintenant chefs de choucroute à Carrefour.

"Le jour de la mort de Brassens, j'ai pleuré comme un môme.

Alors que - c'est curieux - mais, le jour de la mort de Tino Rossi, j'ai repris deux fois des moules."

J'ai connu des topinambours qui avaient le regard plus vif que le sien !

La seule chose au monde que je haïsse autant que la gauche, c'est la droite.

L'un comme l'autre occupe dans ma pensée la place exacte qu'occupe le théâtre d'Audiberti dans la pensée de Marcel Cerdan.

"Je vous demande une courte pensée pour ceux de mes camarades du spectacle qui n'ont actuellement aucun travail, sous le seul prétexte qu'ils n'ont absolument aucun talent. Merci."

11. Discours de Napoléon

Proclamation à l'Armée du 27 mars 1796

«Soldats, vous êtes nus, mal nourris; le Gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu de ces roches sont admirables; mais il ne vous procure aucune gloire, aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie manqueriez-vous de courage ou de constance?»

Proclamation à l'Armée du 26 avril 1796

«Soldats, vous avez en quinze jours remporté la victoire, pris 21 drapeaux, 55 pièces de canon, plusieurs places fortes, conquis la partie la plus riche du Piémont; vous avez fait 15000 prisonniers, tué ou blessé près de 10000 hommes.

Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles. Dénués de tout vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans pont, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert.

Mais soldats, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste encore à faire. Ni Turin, ni Milan ne sont à vous. La patrie a droit d'attendre de vous de grandes choses: justifierez vous son attente ? Vous avez encore des combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. Tous brûlent de porter au loin la gloire du peuple français; tous veulent dicter une paix glorieuse, tous veulent, en rentrant dans leurs villages, pouvoir dire avec fierté: «J'étais de l'armée conquérante d'Italie!».

Amis, je vous la promets, cette conquête; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir, c'est de respecter les peuples que vous délivrerez, c'est de réprimer les pillages horribles. Les pillards seront impitoyablement fusillés.

Peuple d'Italie, l'armée française vient rompre vos chaînes :-); venez en confiance au devant d'elle.»

Proclamation à l'Armée du 22 juin 1798 en mer

«Soldats ! Vous allez entreprendre une conquête dont les effets sur la civilisation et le commerce du monde sont incalculables. Vous porterez à l'Angleterre le coup le plus sûr et le plus sensible, en attendant que vous puissiez lui donner le coup de mort. Les beys mameluks, qui favorisent exclusivement le commerce anglais, qui ont couvert d'avaries nos négociants et tyrannisent les malheureux habitants du Nil, quelques jours après notre arrivée n'existeront plus.

Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans; leur premier article de foi est celui ci: «Il n'y a pas d'autre de Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète.»

Ne les contredisez pas; agissez avec eux comme nous avons agi avec les Juifs, avec les Italiens; ayez des égards pour leurs muftis et leurs imams, comme vous en avez eu pour les rabbins et les évêques. Les légions romaines protégeaient toutes les religions. Vous trouverez ici des usages différents de ceux de l'Europe: il faut vous y habituer.

La 1ère ville que nous allons rencontrer a été bâtie par Alexandre. Nous trouverons à chaque pas des souvenirs dignes d'exciter l'émulation des Français.»

Proclamation à l'Armée du 18 brumaire an VIII - 9 novembre 1799

«Soldats, le décret extraordinaire du Conseil des Anciens m'a remis le commandement de la ville et l'armée. La République est mal gouvernée depuis deux ans. Vous avez espéré que mon retour mettrait un terme à tant de maux, vous l'avez célébré avec une union qui m'impose des obligations que je remplis, vous remplirez les vôtres, et vous seconderez votre général avec l'énergie, la fermeté et la confiance que j'ai toujours eues en vous.

La liberté, la victoire et la paix replaceront la République Française au rang qu'elle occupait en Europe, et que l'ineptie ou la trahison a pu seule lui faire perdre. Vive la République!»

12. Discours de Jean Monnet

-Extraits-

" Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes."
Discours, Washington, 30 avril 1952.

" Cette union européenne ne peut pas se fonder seulement sur les bonnes volontés. Des règles sont nécessaires. Les événements tragiques que nous avons vécus, ceux auxquels nous assistons, nous ont peut-être rendus plus sages. Mais les hommes passent, d'autres viendront qui nous remplaceront. Ce que nous pourrions leur laisser, ce ne sera pas notre expérience personnelle, qui disparaîtra avec nous ; ce que nous pouvons leur laisser, ce sont les institutions. La vie des institutions est plus longue que celle des hommes et les institutions peuvent ainsi, si elle se sont bien construites, accumuler et transmettre la sagesse des générations successives. "

Discours, Strasbourg, 11 septembre 1952.

" Au cours du voyage que nous venons de faire aux Etats-Unis un journaliste m'a demandé : 'cette Europe que vous êtes en train de faire, elle résulte de la pression soviétique ! ' J'ai dit : 'Non, l'Europe que nous sommes en train de faire n'est pas le fruit de la crainte. Elle est le résultat de la confiance que nous avons en nous-mêmes et de la certitude que si, enfin, les Européens comprennent ce qu'il y a chez nous de qualités communes et de capacité, nous établirons un monde occidental qui apportera à la civilisation tout entière, à la paix, à l'Amérique, à la Russie une sécurité qui ne pourrait pas être obtenue d'une autre manière'. "

Discours, Strasbourg, 15 juin 1953.

" Notre Communauté n'est pas fermée, elle est au contraire ouverte de toutes manières. Nous ne sommes pas autarciques [...] et nous ne sommes pas fermés du point de vue de l'objectif final à poursuivre. Cet objectif final a été indiqué dès le premier jour lorsque M. Schuman a fait sa déclaration du 9 mai 1950 et lorsque le traité [de la CECA] a été signé en 1952. L'objet final est d'éliminer les barrières entre les peuples d'Europe ; il est de réunir ces peuples en une même communauté. "

Discours, Strasbourg, 15 juin 1953.

" Quand on regarde un peu en arrière et que l'on voit le désastre extraordinaire que les Européens se sont causés à eux-mêmes, [...] on est littéralement effrayé. Cependant, la raison en est simple, c'est que chacun, au cours de ce siècle, a poursuivi sa destinée, en appliquant ses propres règles. "

Conférence, Bruxelles, 30 juin 1953.

" Nous n'avons que le choix entre les changements dans lesquels nous serons entraînés et ceux que nous aurons su vouloir et accomplir. "

Discours, Strasbourg, 12 mai 1954.

" La caractéristique de la méthode que nous suivons, c'est de mettre en commun les ressources de nos pays ; c'est d'avoir établi des institutions communes auxquelles ont été consentis par les parlements nationaux des transferts de souveraineté et accordés des pouvoirs de décision ; c'est d'agir suivant des règles communes s'appliquant à tous sans discrimination. "

Discours, Strasbourg, 20 mai 1954.

" Les six pays ont commencé par la mise en commun de leurs ressources. [...] Pour ce faire ils ont établi des règles qui sont les mêmes pour tous et des institutions communes auxquelles les Etats et les Parlements nationaux ont consenti une délégation d'autorité. Cette méthode est tout à fait nouvelle. Elle aboutit à des décisions communautaires grâce à un dialogue permanent entre une Commission européenne et un Conseil où siègent les gouvernements nationaux. A mesure que les Européens se rendent compte que les questions économiques affectant leur vie quotidienne ne se posent plus que dans le cadre de l'Europe, la vue qu'ils prennent du développement de leur pays et de l'Europe change. "

Résolution du Comité d'action, Berlin, 9 mai 1965.

" [En 1952] , je savais surtout que l'exemple que nous donnions [...] aurait une signification qui dépassait de loin la CECA et durerait plus longtemps qu'elle. Si nous réussissions à apporter la preuve que des hommes appartenant à des pays différents pouvaient lire le même livre, travailler sur le même problème avec les mêmes dossiers, et rendre inopérantes les arrière-pensées, inutiles les soupçons, nous aurions contribué à changer le cours des rapports entre les nations. "

Mémoires, Fayard, 1976, p.452.

" S'il faut beaucoup de temps pour arriver au pouvoir, il en faut peu pour expliquer à ceux qui y sont le moyen de sortir des difficultés présentes : c'est un langage qu'ils écoutent volontiers à l'instant critique. A cet instant où les idées manquent, ils acceptent les vôtres avec reconnaissance, à condition que vous leur en laissiez la paternité. Puisqu'ils ont les risques, ils ont besoin des lauriers. "

Mémoires, p.273.

"S'il n'est pas toujours utile de dire tout à tous, il est indispensable de dire à tous la même chose. La confiance est à ce prix, et je n'ai jamais rien obtenu, ou du moins tenté d'obtenir, sans la confiance. "

Mémoires, p.488.

" Quand on est déterminé sur l'objectif que l'on veut atteindre, il faut agir sans faire d'hypothèses sur les risques de ne pas aboutir. Aussi longtemps que vous ne l'avez pas essayée, vous ne pouvez pas dire qu'une chose est impossible. "

Mémoires, p.373.

13. Discours du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon

André Malraux, 1959

« Monsieur le Président de la République,

Voilà donc plus de vingt ans que Jean Moulin partit, par un temps de décembre sans doute semblable à celui-ci, pour être parachuté sur la terre de Provence, et devenir le chef d'un peuple de la nuit. Sans la cérémonie d'aujourd'hui, combien d'enfants de France sauraient son nom ? Il ne le retrouva lui-même que pour être tué ; et depuis, sont nés seize millions d'enfants...

Puissent les commémorations des deux guerres s'achever aujourd'hui par la résurrection du peuple d'ombres que cet homme anima, qu'il symbolise, et qu'il fait entrer ici comme une humble garde solennelle autour de son corps de mort. Après vingt ans, la Résistance est devenue un monde de limbes où la légende se mêle à l'organisation. Le sentiment profond, organique, millénaire, qui a pris depuis son action légendaire, voici comment je l'ai rencontré. Dans un village de Corrèze, les Allemands avaient tué des combattants du maquis, et donné ordre au maire de les faire enterrer en secret, à l'aube. Il est d'usage, dans cette région, que chaque femme assiste aux obsèques de tout mort de son village en se tenant sur la tombe de sa propre famille. Nul ne connaissait ces morts, qui étaient des Alsaciens. Quand ils atteignirent le cimetière, portés par nos paysans sous la garde menaçante des mitraillettes allemandes, la nuit qui se retirait comme la mer laissa paraître les femmes noires de Corrèze, immobiles du haut en bas de la montagne, et attendant en silence, chacune sur la tombe des siens, l'ensevelissement des morts français. Ce sentiment qui appelle la légende sans lequel la résistance n'eut jamais existé et qui nous réunit aujourd'hui c'est peut-être simplement l'accent invincible de la fraternité.

Comment organiser cette fraternité pour en faire un combat ? On sait ce que Jean Moulin pensait de la Résistance, au moment où il partit pour Londres : « Il serait fou et criminel de ne pas utiliser, en cas d'action alliée sur le continent, ces troupes prêtes aux sacrifices les plus grands, éparses et anarchiques aujourd'hui, mais pouvant constituer demain une armée cohérente de parachutistes déjà en place, connaissant les lieux, ayant choisi leur adversaire et déterminé leur objectif. » C'était bien l'opinion du général de Gaulle. Néanmoins, lorsque, le 1er janvier 1942, Jean Moulin fut parachuté en France, la Résistance n'était encore qu'un désordre de courage : une presse clandestine, une source d'informations, une conspiration pour rassembler ces troupes qui n'existaient pas encore. Or, ces informations étaient destinées à tel ou tel allié, ces troupes se lèveraient lorsque les Alliés débarqueraient. Certes, les

résistants étaient des combattants fidèles aux Alliés. Mais ils voulaient cesser d'être des Français résistants, et devenir la Résistance française.

C'est pourquoi Jean Moulin est allé à Londres. Pas seulement parce que s'y trouvaient des combattants français (qui eussent pu n'être qu'une légion), pas seulement parce qu'une partie de l'empire avait rallié la France libre. S'il venait demander au général de Gaulle de l'argent et des armes, il venait aussi lui demander « une approbation morale, des liaisons fréquentes, rapides et sûres avec lui ». Le Général assumait alors le Non du premier jour ; le maintien du combat, quel qu'en fût le lieu, quelle qu'en fût la forme ; enfin, le destin de la France. La force des appels de juin 40 tenait moins aux « forces immenses qui n'avaient pas encore donné », qu'à : " Il faut que la France soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur." La France, et non telle légion de combattants français. C'était par la France libre que les résistants de Bir Hakeim se conjuguèrent, formaient une France combattante restée au combat. Chaque groupe de résistants pouvait se légitimer par l'allié qui l'armait et le soutenait, voire par son seul courage ; le général de Gaulle seul pouvait appeler les mouvements de Résistance à l'union entre eux et avec tous les autres combats, car c'était à travers lui seul que la France livrait un seul combat. C'est pourquoi - même lorsque le président Roosevelt croira assister à une rivalité de généraux ou de partis - l'armée d'Afrique, depuis la Provence jusqu'aux Vosges, combattra au nom du gaullisme comme feront les troupes du Parti communiste. C'est pourquoi Jean Moulin avait emporté, dans le double fond d'une boîte d'allumettes, la microphoto du très simple ordre suivant : « M. Moulin a pour mission de réaliser, dans la zone non directement occupée de la métropole, l'unité d'action de tous les éléments qui résistent à l'ennemi et à ses collaborateurs. » Inépuisablement, il montre aux chefs des groupements le danger qu'entraîne le déchirement de la Résistance entre des tuteurs différents. Chaque événement capital - entrée en guerre de la Russie, puis des États-Unis, débarquement en Afrique du Nord - renforce sa position. À partir du débarquement, il devient évident que la France va redevenir un théâtre d'opérations. Mais la presse clandestine, les renseignements (même enrichis par l'action du noyautage des administrations publiques) sont à l'échelle de l'Occupation, non de la guerre. Si la Résistance sait qu'elle ne délivrera pas la France sans les Alliés, elle n'ignore plus l'aide militaire que son unité pourrait leur apporter. Elle a peu à peu appris que s'il est relativement facile de faire sauter un pont, il n'est pas moins facile de le réparer ; alors que s'il est facile à la Résistance de faire sauter deux cents ponts, il est difficile aux Allemands de les réparer à la fois. En un mot, elle sait qu'une aide efficace aux armées de débarquement est inséparable d'un plan d'ensemble. Il faut que sur toutes les routes, sur toutes les voies ferrées de France, les combattants clandestins désorganisent méthodiquement la concentration des divisions cuirassées allemandes. Et un tel plan d'ensemble ne peut être conçu, et exécuté, que par l'unité de la Résistance.

C'est à quoi Jean Moulin s'emploie jour après jour, peine après peine, un mouvement de Résistance après l'autre : « Et maintenant, essayons de calmer les colères d'en face... » Il y a,

inévitablement, des problèmes de personnes ; et bien davantage, la misère de la France combattante, l'exaspérante certitude pour chaque maquis ou chaque groupe franc, d'être spolié au bénéfice d'un autre maquis ou d'un autre groupe, qu'indignent, au même moment, les mêmes illusions... Qui donc sait encore ce qu'il fallut d'acharnement pour parler le même langage à des instituteurs radicaux ou réactionnaires, des officiers réactionnaires ou libéraux, des trotskistes ou communistes retour de Moscou, tous promis à la même délivrance ou à la même prison ; ce qu'il fallut de rigueur à un ami de la République espagnole, à un ancien " préfet radical ", chassé par Vichy, pour exiger d'accueillir dans le combat commun tels rescapés de la Cagoule !

Jean Moulin n'a nul besoin d'une gloire usurpée : ce n'est pas lui qui a créé *Combat*, *Libération*, *Franc-tireur*, c'est Frenay, d'Astier, Jean-Pierre Lévy. Ce n'est pas lui qui a créé les nombreux mouvements de la zone Nord dont l'histoire recueillera tous les noms. Ce n'est pas lui qui a fait les régiments mais c'est lui qui a fait l'armée. Il a été le Carnot de la Résistance.

Attribuer peu d'importance aux opinions dites politiques, lorsque la nation est en péril de mort - la nation, non pas un nationalisme alors écrasé sous les chars hitlériens, mais la donnée invincible et mystérieuse qui allait emplir le siècle ; penser qu'elle dominerait bientôt les doctrines totalitaires dont retentissait l'Europe ; voir dans l'unité de la Résistance le moyen capital du combat pour l'unité de la nation, c'était peut-être affirmer ce qu'on a, depuis, appelé le gaullisme. C'était certainement proclamer la survie de la France.

En février, ce laïc passionné avait établi sa liaison par radio avec Londres, dans le grenier d'un presbytère. En avril, le Service d'information et de propagande, puis le Comité général d'études étaient formés ; en septembre, le noyautage des administrations publiques. Enfin, le général de Gaulle décidait la création d'un Comité de coordination que présiderait Jean Moulin, assisté du chef de l'Armée secrète unifiée. La préhistoire avait pris fin. Coordonnateur de la Résistance en zone Sud, Jean Moulin en devenait le chef. En janvier 1943, le Comité directeur des Mouvements unis de la Résistance (ce que, jusqu'à la Libération, nous appellerions les Murs) était créé sous sa présidence. En février, il repartait pour Londres avec le général Delestraint, chef de l'Armée secrète, et Jacques Dalsace. De ce séjour, le témoignage le plus émouvant a été donné par le colonel Passy. « Je revois Moulin, blême, saisi par l'émotion qui nous étreignait tous, se tenant à quelques pas devant le Général et celui-ci disant, presque à voix basse : "Mettez-vous au garde-à-vous", puis : "Nous vous reconnaissons comme notre compagnon, pour la libération de la France, dans l'honneur et par la victoire". Et pendant que de Gaulle lui donnait l'accolade, une larme, lourde de reconnaissance, de fierté, et de farouche volonté, coulait doucement le long de la joue pâle de notre camarade Moulin. Comme il avait la tête levée, nous pouvions voir encore, au travers de sa gorge, les traces du coup de rasoir qu'il s'était donné, en 40, pour éviter de céder sous les

tortures de l'ennemi. » Les tortures de l'ennemi... En mars, chargé de constituer et de présider le Conseil national de la Résistance, Jean Moulin monte dans l'avion qui va le parachuter au nord de Roanne.

Ce Conseil national de la Résistance, qui groupe les mouvements, les partis et les syndicats de toute la France, c'est l'unité précairement conquise, mais aussi la certitude qu'au jour du débarquement, l'armée en haillons de la Résistance attendra les divisions blindées de la Libération.

Jean Moulin en retrouve les membres, qu'il rassemblera si difficilement. Il retrouve aussi une Résistance tragiquement transformée. Celle là, elle avait combattu comme une armée, en face de la victoire, de la mort ou de la captivité. Elle commence à découvrir l'univers concentrationnaire, la certitude de la torture. Désormais elle va combattre en face de l'enfer. Ayant reçu un rapport sur les camps de concentration, il dit : « J'espère qu'ils nous fusilleront avant. » Ils ne devaient pas avoir besoin de le fusiller.

La Résistance grandit, les réfractaires du travail obligatoire vont bientôt emplir nos maquis ; la Gestapo grandit aussi, la Milice est partout. C'est le temps où, dans la campagne, nous interrogeons les aboiements des chiens au fond de la nuit ; le temps où les parachutes multicolores, chargés d'armes et de cigarettes, tombent du ciel dans la lueur des feux des clairières ou des causses ; c'est le temps des caves, et de ces cris désespérés que poussent les torturés avec des voix d'enfants... La grande lutte des ténèbres a commencé.

Le 27 mai 1943, a lieu à Paris, rue du Four, la première réunion du CNR.

Jean Moulin rappelle les buts de la France libre : « Faire la guerre ; rendre la parole au peuple français ; rétablir les libertés républicaines ; travailler avec les Alliés à l'établissement d'une collaboration internationale. »

Puis il donne lecture d'un message du général de Gaulle, qui fixe pour premier but au premier Conseil de la Résistance, le maintien de l'unité de cette Résistance qu'il représente.

Au péril quotidien de la vie de chacun de ses membres. Le 9 juin, le général Delestraint, chef de l'Armée secrète enfin unifiée, est pris à Paris.

Aucun successeur ne s'impose. Ce qui est fréquent dans la clandestinité : Jean Moulin aura dit maintes fois avant l'arrivée de Serreules : « Si j'étais pris, je n'aurais pas même eu le temps de mettre un adjoint au courant... » Il veut donc désigner ce successeur avec l'accord des mouvements, notamment de ceux de la zone Sud. Il rencontrera leurs délégués le 21, à Caluire.

Ils l'y attendent, en effet.

La Gestapo aussi.

La trahison joue son rôle - et le destin, qui veut qu'aux trois quarts d'heure de retard de Jean Moulin, presque toujours ponctuel, corresponde un long retard de la police allemande. Assez vite, celle-ci apprend qu'elle tient le chef de la Résistance.

En vain. Le jour où, au fort Montluc à Lyon, après l'avoir fait torturer, l'agent de la Gestapo lui tend de quoi écrire puisqu'il ne peut plus parler, Jean Moulin dessine la caricature de son bourreau. Pour la terrible suite, écoutons seulement les mots si simples de sa sœur : « Son rôle est joué, et son calvaire commence. Bafoué, sauvagement frappé, la tête en sang, les organes éclatés, il atteint les limites de la souffrance humaine sans jamais trahir un seul secret, lui qui les savait tous. »

Comprenons bien que, pendant les quelques jours où il pourrait encore parler ou écrire, le destin de la Résistance est suspendu au courage de cet homme. Comme le dit Mlle Moulin, il savait tout.

Georges Bidault prendra sa succession. Mais voici la victoire de ce silence atrocement payé : le destin bascule. Chef de la Résistance martyrisé dans des caves hideuses, regarde de tes yeux disparus toutes ces femmes noires qui veillent nos compagnons : elles portent le deuil de la France, et le tien. Regarde glisser sous les chênes nains du Quercy, avec un drapeau fait de mousselines nouées, les maquis que la Gestapo ne trouvera jamais parce qu'elle ne croit qu'aux grands arbres. Regarde le prisonnier qui entre dans une villa luxueuse et se demande pourquoi on lui donne une salle de bains - il n'a pas encore entendu parler de la baignoire. Pauvre roi supplicié des ombres, regarde ton peuple d'ombres se lever dans la nuit de juin constellée de tortures.

Voici le fracas des chars allemands qui remontent vers la Normandie à travers les longues plaintes des bestiaux réveillés : grâce à toi, les chars n'arriveront pas à temps. Et quand la trouée des Alliés commence, regarde, préfet, surgir dans toutes les villes de France les commissaires de la République - sauf lorsqu'on les a tués. Tu as envié, comme nous, les clochards épiques de Leclerc : regarde, combattant, tes clochards sortir à quatre pattes de leurs maquis de chênes, et arrêter avec leurs mains paysannes formées aux bazookas l'une des premières divisions cuirassées de l'empire hitlérien, la division Das Reich.

Comme Leclerc entra aux Invalides, avec son cortège d'exaltation dans le soleil d'Afrique, entre ici, Jean Moulin, avec ton terrible cortège. Avec ceux qui sont morts dans les caves sans avoir parlé, comme toi ; et même, ce qui est peut-être plus atroce, en ayant parlé ; avec tous les rayés et tous les tondus des camps de concentration, avec le dernier corps trébuchant des affreuses files de Nuit et Brouillard, enfin tombé sous les crosses ; avec les huit mille Françaises qui ne sont pas revenues des bagnes, avec la dernière femme morte à Ravensbrück pour avoir donné asile à l'un des nôtres. Entre, avec le peuple né de l'ombre et disparu avec elle - nos frères dans l'ordre de la Nuit... Commémorant l'anniversaire de la Libération de Paris, je disais : « Écoute ce soir, jeunesse de mon pays, ces cloches

d'anniversaire qui sonneront comme celles d'il y a quatorze ans. Puisses-tu, cette fois, les entendre : elles vont sonner pour toi. »

L'hommage d'aujourd'hui n'appelle que le chant qui va s'élever maintenant, ce Chant des partisans que j'ai entendu murmurer comme un chant de complicité, puis psalmodier dans le brouillard des Vosges et les bois d'Alsace, mêlé au cri perdu des moutons des tabors, quand les bazookas de Corrèze avançaient à la rencontre des chars de Rundstedt lancés de nouveau contre Strasbourg. Écoute aujourd'hui, jeunesse de France, ce qui fut pour nous le Chant du Malheur. C'est la marche funèbre des cendres que voici. À côté de celles de Carnot avec les soldats de l'an II, de celles de Victor Hugo avec les *Misérables*, de celles de Jaurès veillées par la Justice, qu'elles reposent avec leur long cortège d'ombres défigurées. Aujourd'hui, jeunesse, puisses-tu penser à cet homme comme tu aurais approché tes mains de sa pauvre face informe du dernier jour, de ses lèvres qui n'avaient pas parlé ; ce jour-là, elle était le visage de la France...